
Règlement relatif à la procédure de recours de la Haute Ecole Spécialisée Kalaidos

Approuvé par le Conseil de la Haute Ecole Spécialisée le 11 novembre 2021

Version: 2.0

Édition: 1^{er} janvier 2022

I. Champ d'application

Art. 1

Le présent règlement détermine la procédure de recours contre les évaluations figurant sur les attestations de prestations de la Haute Ecole Spécialisée Kalaidos. On entend par attestation de prestations toutes les formes que peuvent prendre la vérification de qualification.

Art. 2

Toutes les évaluations figurant sur les attestations de prestations devant être documentées sous une forme archivable peuvent faire l'objet d'un recours portant sur le contenu et sur la forme, toutes les autres évaluations ne peuvent quant à elles donner lieu qu'à un recours formel.

II. Communication et consultation de dossiers d'examen

Art. 3 Communication de la décision concernant l'attestation de prestations

Les responsables de cursus communiquent la décision concernant l'attestation de prestations par voie postale et/ou électronique. La décision doit fournir des informations concernant les voies de recours. En cas d'envoi postal, seule la communication postale est déterminante. En cas d'envoi uniquement électronique, c'est la communication électronique qui est déterminante. L'envoi est également considéré comme électronique lorsque l'attestation de prestations est mise à disposition sur une plateforme en ligne accessible aux étudiant(e)s et que les personnes concernées ont été informées de cet accès dans un e-mail séparé.

Art. 4 Consultation de dossiers

Après l'envoi des décisions concernant les attestations de prestations, une consultation des examens est organisée pour les examens écrits. Les personnes concernées peuvent alors consulter leurs propres dossiers d'examen. Les responsables de cursus déterminent le lieu, l'horaire exact ainsi que le déroulement de la consultation. Celle-ci se déroule au plus tard 15 jours après l'envoi des décisions. Les étudiant(e)s peuvent demander une copie de leur dossier d'examen contre la somme de CHF 500.–.

Une fois le délai du recours passé (cf. art. 10), la consultation des examens n'est plus possible et aucun dossier d'examen ne peut être remis.

Art. 5 Etapes du processus

A la suite de la consultation du dossier ou de la communication de la décision concernant l'attestation de prestations, les étudiant(e)s ont la possibilité:

- a. de contester une décision (ch. III «Contestation») ou
- b. d'effectuer un recours (ch. IV «Procédure de recours»).

III. Contestation

Art. 6 Délai

Si l'étudiant(e) souhaite contester les décisions après consultation de l'examen (examens écrits) ou après communication concernant l'attestation de prestations (autres formes d'examen), il/elle doit le faire par écrit (par voie postale ou électronique) dans les 10 jours suivant l'octroi du droit de consulter ou la communication en veillant à justifier sa démarche. La contestation doit être transmise à la direction du cursus à l'attention de la commission de contrôle et de qualité compétente.

Art. 7 Motifs de contestation

L'évaluation de contrôles de compétences peut être contestée exclusivement sur la base de motifs portant sur la procédure et la forme. Seuls les motifs de contestation suivants sont valables (liste exhaustive):

- a. Non-respect de la durée d'examen indiquée ou indication erronée de l'heure de l'examen
- b. Perturbation importante du déroulement de l'examen
- c. Utilisation d'une mauvaise grille d'évaluation
- d. Calcul incorrect du nombre total de points ou attribution erronée de points pour des parties d'examen/exercices partiels
- e. Indications erronées figurant sur le retour concernant l'examen
- f. Correction incomplète de l'examen ou d'exercices partiels
- g. Indications erronées sur le plan de la forme et/ou du contenu figurant sur l'attestation de prestations

La décision concernant les contestations revient à la Commission de contrôle et de qualité (CCQ). Les motifs de contestation d. à g. peuvent être délégués à la direction des examens par la CCQ.

Art. 8 Commission de contrôle et de qualité

La composition de la commission de contrôle et de qualité est définie dans le règlement d'examen correspondant. Celle-ci communique sa réponse concernant la contestation des étudiant(e)s dans un délai de 14 jours après réception de cette dernière.

Art. 9 Recours

Une décision de ne pas donner suite à la contestation peut donner lieu à une procédure de recours (ch. IV). Une procédure de recours est possible, même en cas de décision favorable relative à la contestation, lorsque d'autres motifs de recours admissibles sont avancés.

IV. Procédure de recours

Art. 10 Délai

Les décisions des responsables de cursus concernant les attestations de prestations peuvent être attaquées par voie de recours.

Le recours doit être notifié à la direction Qualité et accréditation dans les 30 jours par recommandé (voie postale). Le délai de recours débute dès la fin du jour où la personne concernée a été informée de la décision concernant l'attestation de prestations ou, dans le cas d'une contestation précédente, 15 jours à partir du moment où la réponse concernant la contestation a été communiquée.

Art. 11 Forme

Le recours doit revêtir la forme écrite et être signé. La lettre de recours doit faire état des conclusions et être motivée. Les éléments de preuve et documents nécessaires doivent être cités et joints à la procédure de recours.

Si le recours ne satisfait pas à ces exigences de forme, le service Qualité et accréditation accorde un délai supplémentaire de 10 jours maximum pour apporter les modifications nécessaires. Si les exigences de forme ne sont toujours pas respectées au terme de ce délai, le recours ne sera pas pris en considération.

Art. 12 Motifs de recours

Les décisions contestées sont examinées au regard de leur recevabilité légale ou procédurale. Le grief d'inopportunité indifférencié est exclu.

Art. 13 Commission de recours

La procédure de recours relève de la compétence de la commission de recours, qui comprend trois membres nommés par la direction Qualité et accréditation. La commission de recours se compose d'un(e) expert(e) indépendant(e), d'un(e) membre du service Qualité et accréditation et d'un(e) membre du service de recherche. Elle bénéficie d'un soutien administratif.

Les membres de la commission de recours ne doivent avoir pris part d'aucune façon à l'organisation de l'examen qui fait l'objet de la contestation. Les motifs de récusation selon l'article 5a, alinéa 1, de la loi sur la procédure et la juridiction administrative du canton de Zurich du 24 mai 1959 doivent être pris en compte.

Le courrier de recours est envoyé aux collaborateurs et collaboratrices impliqué(e)s pour prise de position. Le service Qualité et accréditation fixe pour ce faire un délai de 30 jours.

La commission de recours statue sur le cas en toute indépendance. Elle n'est pas associée aux conclusions de la personne recourante ni à la prise de position des personnes impliquées dans la procédure.

La commission de recours délibère au plus tard trois mois après la réception du courrier de recours.

La direction Qualité et accréditation communique à la personne recourante la décision justifiée de la commission de recours par recommandé. Les motifs de la décision ne doivent pas obligatoirement être avancés si les demandes de la personne recourante sont entièrement satisfaites. La décision doit fournir des informations concernant les voies de recours.

Art. 14 Frais et avance de frais

Les frais relatifs à la procédure devant la commission de recours s'élèvent à CHF 500.—. Ce montant ne s'applique pas si la somme de CHF 500.— a déjà été payée pour la copie du dossier d'examen.

La personne recourante doit avancer les frais après avoir formé le recours. Après réception du recours, le service Qualité et accréditation accorde à la personne recourante un délai de 10 jours pour verser l'avance. Si celle-ci ne verse pas l'avance, le recours ne sera pas pris en considération.

En cas de rejet total du recours, la personne recourante devra assumer l'ensemble des frais. En cas de recours partiellement admis, les frais avancés par la personne recourante sont remboursés à 50%. En cas de recours entièrement admis, la totalité des frais avancés par la personne recourante est remboursée. Dans tous les cas, la personne recourante doit supporter elle-même les dépenses.

V. Procédure de recours en appel auprès du Conseil de la Haute Ecole Spécialisée

Art. 15 Délai

Les décisions de la commission de recours concernant les recours sur les prestations peuvent être contestées par voie de recours en appel.

Le recours en appel doit être formé et envoyé par recommandé dans un délai de 30 jours auprès du Conseil de la Haute Ecole Spécialisée (Haute Ecole Spécialisée Kalaidos, Jungholzstrasse 43, 8050 Zurich). Le délai d'appel court dès la fin du jour où la décision de la commission de recours a été portée à la connaissance de la personne recourante.

Art. 16 Forme et motifs de recours

Les dispositions de la procédure de recours (art. 11 et 12) s'appliquent par analogie à la forme et aux motifs.

Art. 17 Composition et procédure devant le Conseil de la Haute Ecole Spécialisée

La procédure de recours relève de la compétence du comité de recours du Conseil de la Haute Ecole Spécialisée, qui comprend trois personnes. La composition du comité de recours est définie par le Conseil de la Haute Ecole Spécialisée. Celui-ci bénéficie d'un soutien administratif.

Les membres du comité de recours ne doivent pas être impliqués à un autre poste dans le fonctionnement de la Haute Ecole Spécialisée. Les motifs de récusation selon l'article 5a, alinéa 1, de la loi sur la procédure et la juridiction administrative du canton de Zurich du 24 mai 1959 doivent être pris en compte.

S'agissant des points critiques de la procédure de recours, le comité de recours mandate un ou une expert(e) indépendant(e) pour réaliser une expertise.

Le comité de recours prend sa décision en toute indépendance sur la base de l'expertise.

Les décisions rendues par le comité de recours sont définitives.

Le comité de recours notifie sa décision par écrit à la personne recourante.

Art. 18 Frais et avance de frais

Les frais de la procédure d'appel devant le Conseil de la Haute école spécialisée s'élèvent à CHF 2500.—.

La personne recourante doit avancer les frais après avoir formé le recours. Après réception du recours, le Conseil de la Haute Ecole Spécialisée accorde à la personne recourante un délai de 10 jours pour verser l'avance. Si celle-ci ne verse pas l'avance, le recours ne sera pas pris en considération.

En cas de rejet total du recours, la personne recourante devra assumer l'ensemble des frais. En cas de recours partiellement admis, les frais avancés par la personne recourante sont remboursés à 50%. En cas de recours entièrement admis, la totalité des frais avancés par la personne recourante est remboursée. Dans tous les cas, la personne recourante doit supporter elle-même les dépenses.

VI. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et remplace l'ensemble des règlements et réglementations existants de la Haute Ecole Spécialisée Kalaidos ainsi que de ses établissements concernant la procédure de recours relative aux attestations de prestations.

**Pour le Conseil
de la Haute Ecole Spécialisée Kalaidos**



Stefan Spycher, Président